

Le 2 janvier 2020

Jean-Étienne Amaury  
Président d'Amaury Sport Organisation  
42, quai du Point-du-Jour  
92100 Boulogne-Billancourt

**Objet : Amaury Sport Organisation et l'adoption d'une politique en matière de droits humains**

Cher Monsieur,

Nous vous écrivons pour demander à Amaury Sport Organisation (A.S.O.) d'adopter une politique en matière de droits humains afin de se conformer aux normes internationales en la matière. Sachant que votre organisation gère 90 événements sportifs d'envergure dans 25 pays, comme le Tour de France et le Dakar, il est essentiel que ces événements ne contribuent pas à des atteintes aux droits humains.

En avril 2019, A.S.O. a signé un contrat de cinq ans avec l'Arabie saoudite pour y organiser le Rallye Dakar, qui démarrera le 5 janvier 2020. Alors que cette date approche, il devient d'autant plus urgent que les pratiques d'A.S.O. respectent les droits humains.

Ces vingt dernières années, les organisations signataires de cette lettre ont [documenté](#) le climat de plus en plus répressif qui règne en Arabie saoudite. Depuis que Mohammed Ben Salmane a été nommé prince héritier d'Arabie saoudite en juin 2017, on observe des [pratiques abusives](#) nouvelles, et toujours aussi arbitraires, de la part des autorités saoudiennes. Ces pratiques, qui ciblent les dissidents et les activistes, sont entourées d'une totale impunité – y compris les allégations de torture de détenus dans des lieux de détention non officiels comme l'hôtel Ritz-Carlton de Riyad, ainsi que l'assassinat de Jamal Khashoggi.

En 2019, le principal organe international dédié à la défense des droits humains, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, s'est penché sur le bilan de l'Arabie saoudite – une initiative sans précédent. En mars, l'Islande, au nom de 36 États, a émis le tout premier [communiqué conjoint](#) sur l'Arabie saoudite, qui appelait entre autres à libérer dix défenseuses des droits des femmes détenues, et à rendre justice dans l'affaire de l'exécution extrajudiciaire de Jamal Khashoggi. En juin, la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnès Callamard, a [présenté](#) les conclusions de son enquête sur l'assassinat de Khashoggi. Son rapport attribue la responsabilité du meurtre à l'État d'Arabie saoudite, et remet ce crime dans son

contexte : celui d'une vague de répression qui s'est abattue sur les défenseurs des droits, les journalistes et les dissidents, tandis qu'une culture d'impunité s'installait aux plus hauts niveaux. En septembre, l'Australie a émis une autre [déclaration conjointe](#) exposant une liste de mesures que le gouvernement saoudien devrait prendre afin d'améliorer son bilan en matière de droits humains.

Actuellement, plus de 10 000 journalistes et 1 500 médias couvrent les événements sportifs d'A.S.O. Ces trois dernières années, le [Comité pour la protection des journalistes](#) et [Reporters sans frontières](#) ont décrit en quoi l'Arabie saoudite est devenue un environnement de plus en plus oppressif pour les journalistes – ce qui concerne aussi les journalistes sportifs internationaux.

En 2018, les autorités saoudiennes ont [arrêté](#) les défenseuses des droits des femmes les plus connues du pays, et en mars 2019, les ont traduites en justice pour leur [défense](#) pacifique des droits humains – notamment pour avoir appelé à mettre fin à [l'interdiction aux femmes de conduire](#), ainsi qu'au système discriminatoire de [tutelle masculine](#). Même si certaines ont été libérées en attendant la fin de leur procès, quatre défenseuses des droits des femmes sont toujours en prison : Loujain al-Hathloul, Samar Badawi, Nassima al-Sadah et Nouf Abdulaziz.

Même si A.S.O [affirme](#) que sa responsabilité « *implique d'imaginer sans cesse des solutions pour l'environnement et les communautés* », une politique en matière de droits humains intégrant les [Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme](#) (« Principes directeurs ») permettrait à l'organisation d'être plus transparente, plus responsable et de mieux réagir face à de tels d'abus.

L'intégration du respect des droits humains dans votre organisation pourrait affecter des millions de personnes au sein de l'écosystème sportif et médiatique d'A.S.O – que ce soient les jeunes cyclistes, les femmes pilotes de course, les supporters LGBT+ suivant le Tour Voile à la télévision, ou encore les journalistes. La capacité de la société civile à travailler dans les lieux où A.S.O. organise des événements est essentielle afin d'asseoir la crédibilité de votre organisation, et d'éviter toute contribution aux violations des droits humains, ou lien avec celles-ci.

En adoptant une politique en matière de droits humains, A.S.O ne ferait que s'aligner sur d'autres grandes organisations sportives comme la Fédération internationale de football association (FIFA) et le Comité international olympique (CIO). En 2017, la FIFA a adopté une [politique en matière de droits humains](#) afin de lutter contre les abus à l'égard des travailleurs, la discrimination et les inégalités. La même année, la FIFA a annoncé la mise en place d'un [Conseil consultatif des droits de l'homme](#), une instance indépendante permettant de renforcer les efforts de la Fédération pour garantir le respect des droits humains.

De même, en 2018, le CIO a créé un [Comité consultatif sur les droits de l'homme](#), actuellement présidé par Zeid Ra'ad al-Hussein, l'ancien haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

À la lumière des atteintes aux droits humains énumérées plus haut, et de votre [contrat de cinq ans avec l'Arabie saoudite](#) pour y organiser le Rallye Dakar, nous vous appelons instamment à intégrer les droits humains dans les activités mondiales d'A.S.O. Avec le démarrage du Dakar en janvier – suivi du tour cycliste d'Arabie saoudite en février, et du Tour d'Europe féminin en mars –, vous conviendrez, nous l'espérons, que le moment est venu d'adopter une politique en matière de droits humains qui se conforme pleinement aux Principes directeurs et aux normes émergentes en matière de commerce international.

Sincères salutations,

- 1- ACAT-France (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture)
- 2- ALQST
- 3- Americans for Democracy & Human Rights in Bahrain (ADHRB)
- 4- ARTICLE 19
- 5- CIVICUS: Alliance mondiale pour la participation citoyenne
- 6- Committee to Protect Journalists (CPJ)
- 7- European Centre for Democracy and Human Rights
- 8- Front Line Defenders
- 9- Human Rights Watch (HRW)
- 10- International Service for Human Rights (ISHR)
- 11- MENA Rights Group
- 12- Reporters sans frontières (RSF)
- 13- Transparency International Allemagne